

POURQUOI INTERROGER LE PASSÉ ET L'HISTOIRE, AUJOURD'HUI, DANS L'ÉCOLE FRANÇAISE ?

A la question « à quoi sert l'histoire ? », Volney, sous la Révolution française, apportait déjà quelques réponses importantes. Celui qui donna les premiers cours à l'École normale de l'an III (du 20 janvier au 15 mai 1795) établissait trois ordres de nécessités. Le premier était d'ordre moral, en donnant aux lecteurs et aux auditeurs la possibilité de « trouver une mine » d'exemples pour guider ses actions et ses pensées ; le deuxième pour aider à perfectionner ses arts et sa science, en regardant dans le passé des éléments de construction de ses savoirs ou de son art ; et le troisième, que Volney nomme « une utilité politique et sociale », qui « consiste à recueillir et à méditer tous les faits relatifs à l'organisation des sociétés, au mécanisme des gouvernements [...] propres à servir de termes de comparaison et de règles de conduite en cas analogues ou semblables » (3^e leçon, 21 février). Un enseignement destiné donc, dès l'origine, à donner « des règles de conduite ». Rien d'étonnant pour le citoyen Volney, à qui le gouvernement révolutionnaire avait confié la rédaction d'un livre intitulé *La loi naturelle ou catéchisme du citoyen français* paru en 1793.

Ainsi, lorsqu'au XIX^e siècle, l'enseignement de l'histoire s'installe progressivement dans les classes pour les plus jeunes, il dispose d'emblée d'une dimension morale importante : en montrant des actions héroïques et braves,

les maîtres devaient donner à voir un modèle (ou des contre-modèles) aux enfants de France. Mais la gamme des finalités s'est largement développée. Trois s'en dégagent nettement, qui constituent toujours aujourd'hui des sujets de réflexion, de débats et de controverses.

► Pour former le citoyen ?

Avons-nous quitté les conceptions d'origine de cet enseignement à l'école élémentaire ? Depuis le début de l'enseignement de l'histoire à l'école élémentaire, c'est-à-dire depuis 1867 et la grande loi sur l'instruction publique de Victor Duruy, ministre de Napoléon III, les principales finalités de l'enseignement de l'histoire sont régulièrement énoncées et sont de plusieurs ordres.

La première finalité est **morale**. Depuis le XIX^e siècle, l'histoire de France doit à la fois **donner en exemple des personnages majeurs** représentatifs de **l'universel français, incarner des valeurs et des idéaux de la France et, à partir de 1881, de la République**.

La seconde finalité vise à **promouvoir un modèle de socialisation**. S'intégrer à la nation passe par l'apprentissage de l'histoire, investi d'une mission identitaire. C'est toute l'histoire de l'école, du XIX^e siècle jusqu'à nos jours. C'est autour d'une forme scolaire de discours historiques, qu'il est d'usage désormais de désigner sous l'expression de « roman national », que s'est développé tout un ensemble de figures, de thématiques, visant à mettre en lumière les valeurs universelles dont la France se réclame, qui s'expriment aussi bien par son rayonnement culturel aux XVII^e et XVIII^e siècles, par les Lumières, que par celui des idéaux de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Autour de thématiques très largement issues de Michelet, mais aussi de Renan, le Second

Empire puis la III^e République vont faire en sorte de diffuser un enseignement propre à fonder une « conscience française ». La formule « Tu dois aimer la France parce que la nature l'a faite belle et parce que l'histoire l'a faite grande », qu'il fallait apprendre par cœur, résonne aujourd'hui comme l'héritage le plus marquant d'Ernest Lavisse et de ses manuels, régulièrement réédités avec un succès constant. Au fond, à l'histoire sainte se serait substituée une histoire sacrée de la France et de la patrie, par une sorte de transfert du divin à l'histoire de la nation, comme si seule l'histoire pouvait permettre d'atteindre l'essentiel de l'identité de la France.

Cette notion de « roman national » n'est pas spécifique de la France. Ces dernières années, beaucoup de chercheurs dans le monde ont été amenés à regarder la manière dont chaque nation (la leur, le plus souvent) se racontait. Qu'il s'agisse du Chili, d'Israël, de la Bulgarie, chaque nation et chaque institution scolaire ont élaboré un ensemble de contenus scolaires destinés à dire du « nous », à fonder du commun. En proposant, à l'instar du « roman familial » de la psychanalyse, un discours avec ses plis et ses replis, avec ses gloires et ses traîtres, avec ce que l'on peut dire et ce que l'on tait, ses amnésies, ses occultations comme ses héroïisations, l'école donne un récit cohérent du passé de la nation, créant du continu narratif dans le discontinu de l'histoire, tout en maintenant l'illusion généalogique de l'unité historique du commun, de l'unité de ce qui fait le « nous » des nations. Chaque entité politique, à l'ère des nations du XIX^e siècle, a eu la volonté d'inventer une tradition, une histoire pour des « communautés imaginées ».

Dès lors, aussi impliquée dans la construction du politique et du national, la finalité civique de l'enseignement de l'histoire a longtemps constitué l'objectif central, et ce avant

même la III^e République. Jusqu'aux programmes de la rentrée 2016, où il est question de faire en sorte que l'élève puisse « bien cerner les contours et les finalités civiques et culturelles à la fin du cycle 3 ». L'histoire enseignée est reconnue communément comme étant le gage d'une **formation citoyenne**, d'une part en permettant la construction d'un esprit critique pour agir dans la société de façon libre et responsable, et d'autre part en créant une culture civique commune à l'ensemble des futurs adultes scolarisés en France. Il est une chose entendue et lue partout, des années Duruy à nos jours : l'histoire forme le citoyen. C'est une sorte de *topos* de la discipline.

Est-ce à dire que la finalité cognitive, intellectuelle et/ou savante est absente de la problématique française ? Certainement non. Les finalités intellectuelles ont toujours été au cœur du dispositif scolaire. L'école considérait et considère encore que l'histoire est une somme de savoirs à maîtriser, y compris dans l'évolution des acquis scientifiques, mais aussi des savoir-faire de raisonnement, d'exposition de ces idées, d'argumentation. Faire de l'histoire, c'est aussi apprendre des choses, apprendre des faits de culture, et de culture commune à tous ceux qui vivent dans le même espace et qui seront amenés à partager cet espace physique, territorial et civique à l'avenir.

► Pour « faire aimer » la France ?

Si l'enseignement de l'histoire est très lié, historiquement et politiquement, à la Nation et à son modèle politique, doit-on enseigner l'« identité nationale », ses héros, ses gloires et ses mythes ? Devons-nous, en classe, nous faire les porte-parole de la France et de son histoire ? Faut-il, comme les instituteurs de la III^e République étaient incités à le faire, « faire aimer la France » ? Il s'agit de véritables

Définition du « roman national »

Le roman national est une expression assez récente, puisqu'elle date des années 1980-1990, qui s'est surtout imposée dans les années 2000. Il désigne de manière très générale le récit patriotique qui a été développé en France dès le milieu du XIX^e siècle et plus fermement encore à la fin du XIX^e par les historiens français (Michelet, Lavissee, etc.) et par l'École républicaine.

Le symbole de ce que cette expression désigne est tout entier contenu dans la phrase qui figurait sur le livre d'histoire des écoliers français disposant d'un « petit Lavissee » en classe : « *Enfant, tu vois sur la couverture de ce livre les fleurs et les fruits de la France. Dans ce livre, tu apprendras l'Histoire de France. Tu dois aimer la France parce que la nature l'a faite belle et parce que l'histoire l'a faite grande.* »

questions qui, très souvent, se nourrissent de la nostalgie de celles et ceux qui ont connu un enseignement traditionnel avec ses héros (Clovis, Charlemagne, Jeanne d'Arc, pour aller vite) et ses hauts faits. Une histoire qui sera dénoncée, dès Célestin Freinet et jusqu'aux années 1980, comme mythologique par celles et ceux qui espèrent faire évoluer l'enseignement de l'histoire vers une démarche critique plus affirmée, moins patriotique et plus ouverte sur le monde et sur les « sans-voix » de l'histoire (les paysans, les ouvriers, les sans qualité...) ⁸. À cette histoire-roman, à ces « mythes » nationaux qui étaient pourtant aisés à apprendre et à mémoriser, l'histoire enseignée depuis la fin de la période de l'éveil n'a pas réussi à fournir un récit fédérateur renouvelé. Surtout, l'histoire que l'on enseigne aujourd'hui n'a pas massivement remplacé le récit épique et patriotique d'avant. Le roman patriotique est officiellement abandonné (même s'il en reste des traces dans les

8. S. Citron, *Le Mythe national. L'Histoire de France en question*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1987 (actualisé : *Le Mythe national. L'histoire de France revisitée*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Les Éditions Ouvrières, 2008).

pratiques de classe, encore aujourd'hui), alors qu'aucun autre récit global n'a pu s'imposer jusqu'à nous. Comme si les interrogations sur « qui sommes-nous ? », « qui avons-nous été ? » et « qui serons-nous ? », c'est-à-dire « quel est notre avenir commun ? », rendaient difficiles le déploiement d'un autre récit, aussi simple à retenir, mais plus proche des derniers travaux scientifiques.

Dans le débat sur « le déclin de la France » tel qu'il s'est engagé depuis une petite dizaine d'années, on convoque souvent l'histoire et son enseignement. On la sollicite d'autant plus que l'on se sent en crise, morale, publique, citoyenne. Si la réponse consiste à dire qu'il faut revenir à un récit patriotique et chauvin, la réponse est nécessairement non. Du reste, même les plus nostalgiques le savent et l'ont toujours su, comme nous l'avons vu pour le débat précurseur du début des années 1980 : ce retour en arrière n'est pas faisable, ni souhaitable. Qui, dans sa classe, pourrait aujourd'hui vanter la colonisation ? Qui ne ferait que l'histoire des « grands hommes », en négligeant l'histoire des femmes, l'histoire économique et sociale ? Qui pourrait ne voir dans l'histoire de l'humanité que la singularité française, phare des droits de l'homme et de la civilisation ? Le monde a changé, et ce retour national se heurterait inévitablement aux pratiques enseignantes et aux critiques.

Pour autant, n'avons-nous pas un mot à dire aux nouvelles générations sur l'histoire particulière de la France ? N'avons-nous pas à dire que son histoire reste encore aujourd'hui, pour beaucoup de personnes et de pays aspirant à la liberté, une histoire des combats pour l'égalité ? Et que la France a dû (et doit encore) conquérir des espaces démocratiques fondamentaux sur lesquels personne ne veut revenir ? Que des gens sont morts pour avoir le droit de glisser un bulletin de vote dans une urne ; que les femmes

ont finalement obtenu ce droit à la Libération, que la devise « Liberté, Égalité, Fraternité », ancrée dans son contexte historique, a encore du sens aujourd'hui, celui d'une démocratie et d'une République sans cesse à consolider et à défendre. Le dire n'est pas devenir nationaliste. L'enseigner n'est pas devenir chauvin ou patriote. C'est juste resituer les enjeux du passé dans la chaîne des combats démocratiques passés, présents et à venir. Oui, des gens se sont battus pour l'abolition des privilèges effective le 4 août 1789. Oui, des gens ont souffert pour que cessent l'esclavage et la traite négrière. Oui, des personnes de tous milieux ont résisté au nazisme pour défendre l'humanité et la démocratie contre l'occupation et les déportations, au nom de la devise républicaine et au son de *la Marseillaise*. N'est-il pas important de transmettre cet héritage aux élèves d'aujourd'hui, en leur rappelant que si nous pouvons exprimer notre esprit critique (parfois très critique), y compris notre désaccord à l'égard des politiques menées, c'est parce qu'un principe fondamental a été acquis : celui de la liberté de conscience et d'expression ? Est-ce que s'intéresser à l'histoire est antinomique avec le fait d'avoir un regard ouvert sur l'Europe et le monde ? Absolument pas.

► Pour donner sens au monde qui nous entoure

Faire réfléchir, faire penser, faire imaginer ce qu'a pu être la vie d'avant, la vie dans le passé des hommes et des femmes, voilà une des grandes missions de l'enseignement de l'histoire à l'école élémentaire. **Donner le goût de l'histoire**, que les élèves partagent du reste assez largement, spontanément, c'est un des objectifs principaux. Pour cela, il convient de **maintenir cette curiosité naturelle de l'enfant pour le passé**, pour la manière dont cela fonction-

nait « avant ». Car en maintenant la curiosité, on attise l'ouverture au monde et l'ouverture aux autres. On permet aux élèves de comprendre d'autres manières de faire, de penser, de concevoir. On introduit avec eux des éléments de complexité en même temps que des éléments de compréhension de l'altérité et du divers. **Au fond, plutôt qu'un empilement de dates, de personnages et de faits, l'enseignement de l'histoire doit pouvoir donner le goût de l'apprentissage du passé et faire sens dans les esprits des enfants.** Il faut donner le goût du passé en favorisant les réflexions des élèves, par la possibilité de prendre de la distance avec le présent, par la possibilité aussi de se transporter dans une autre culture, un autre temps, avec d'autres manières de faire et de voir. Ainsi, le travail sur différentes manières de voir un même événement, un même pays, un même gouvernement, permet de faire comprendre aux élèves la pluralité des points de vue et de lutter efficacement contre les stéréotypes et les préjugés de toutes sortes. L'histoire, c'est un changement de focale. C'est un changement de point de vue, et c'est la possibilité de comparer dans le temps, tout en comprenant que la comparaison reste toujours soumise aux singularités du contexte. Et que si l'on veut comprendre le passé, par exemple la mentalité des princes sous Charlemagne, il est impératif d'avoir à l'esprit le poids de l'Église et du souvenir de la gloire de l'Empire romain. Charlemagne est à la fois quelqu'un qui innove et qui emprunte à la tradition. Pareil pour les révolutionnaires de 1848 : s'ils luttent pour des droits sociaux, ils sont encore profondément pris dans les souvenirs pas si anciens de la Révolution française que leurs parents et grands-parents peuvent avoir connue.

Pour autant, travailler sur le passé ne veut pas dire qu'il faille perdre de vue le présent. Du reste, ce sont souvent les enfants qui comparent ce que l'on fait en classe avec eux en histoire avec des situations qu'ils connaissent aujourd'hui. Simplement, en leur permettant de prendre goût à l'histoire, nous montrons l'ardente nécessité de comprendre le présent et d'agir sur lui. En un mot, nous faisons mieux que leur donner une culture générale (ce qui en soi est déjà très bien) : nous leur faisons comprendre l'urgence du passé. Car en classe, l'histoire ne vaut principalement que pour le présent. Sinon, elle est réduite à une accumulation de dates, de faits et de traces des événements. Les problématiques du présent orientent nos réflexions ; car c'est à demain et au futur proche que nous préparons les élèves. L'éducation est toujours un pari sur l'avenir. C'est un des plus grands historiens français, Marc Bloch⁹, qui ne cessait de le dire : faire de l'histoire, ce n'est pas collectionner les faits et les personnages comme un antiquaire les installerait sur ses étagères pour les contempler en solitaire ; **faire de l'histoire, c'est s'inscrire résolument et collectivement dans les problématiques du présent.** Que pouvons-nous au passé ? Rien. Celui-ci a déjà eu lieu. En revanche, que pouvons-nous sur le présent et le futur ? Beaucoup peut-être, à condition de se donner les moyens de l'analyser et de le faire vivre en classe avec la certitude de son utilité, en ressentant pour soi-même son actualité, son urgence aussi.